



(Qu'est-ce qui a bien pu conduire Kabila à nommer cette figure de l'opposition exclue de l'une de ses principales composantes, l'UDPS ?)

BURUNDI :

RWANDA :

RDC CONGO :

RD Congo - Samy Badibanga Premier ministre : le dernier tour de Kabila
le 20/11/2016/Le Point Afrique

REVUE DE PRESSE. Qu'est-ce qui a bien pu conduire Kabila à nommer cette figure de l'opposition exclue de l'une de ses principales composantes, l'UDPS ?
Par Agnès Faivre

Démission du Premier ministre, discours à la nation d'un chef d'État réputé taiseux et nomination deux jours plus tard d'un nouveau chef de gouvernement... C'est une semaine riche en annonces politiques qui vient de s'écouler en RD Congo, dans le contexte d'une présidentielle initialement prévue le 19 décembre, et dont le report à une date indéterminée ne cesse d'attiser les tensions politiques et sociales. Les manœuvres qui sous-tendent cette recomposition du paysage politique font évidemment couler beaucoup d'encre. Mais celui qui crée surtout l'événement dans la presse africaine se nomme Samy Badibanga.
Samy Badibanga, la surprise du chef !

Contre toute attente, ce député de Kinshasa de 54 ans, issu des rangs de l'Union pour la démocratie

et le progrès social (UDPS), frange de l'opposition la plus remontée contre le pouvoir en place, vient d'être nommé Premier ministre par le président congolais Joseph Kabila. « La surprise du chef ! » titre ainsi le site d'info congolais 7 sur 7. « Un choix politique ou un choix pacifique ? » s'interroge quant à lui le site Œil d'Afrique. « Un Premier ministre pour diviser l'opinion », assène le site d'info guinéen Le Djely, tandis que son confrère burkinabé Le Pays ne semble pas déborder d'enthousiasme : « Nomination du Premier ministre en RDC : on est pas sorti de l'auberge. »

La nomination d'un nouveau Premier ministre était certes, attendue. Elle s'inscrit dans l'accord politique conclu le 18 octobre dernier entre la majorité et une partie de l'opposition à l'issue du « dialogue national ». Cet accord prévoyait un report des élections et la mise en place d'un nouveau gouvernement d'union nationale avec à sa tête un Premier ministre issu de l'opposition.

Le choix de Samy Badibanga à ce poste interpelle cependant à plus d'un titre. D'abord, parce que le favori était jusque-là Vital Kamerhe, modérateur de l'opposition au sein de ce processus de concertation lancé par Kabila, et boudé par le Rassemblement, plateforme ralliant de nombreuses forces de l'opposition, dont l'UPDS d'Étienne Tshisekedi. Ensuite, Badibanga, bien que radié de l'UDPS en 2012, demeure néanmoins un représentant de ce parti très hostile à Kabila et à ses velléités de se maintenir au pouvoir –, il préside le groupe parlementaire UDPS et alliés à l'Assemblée nationale.

Badibanga, homme de réseau, a travaillé dans l'ombre de Tshisekedi

Pour La Prospérité, « Joseph Kabila réussit un grand coup et envoie un message d'ouverture à l'UDPS ». Le quotidien congolais consacre un long article au parcours de Badibanga, à ses compétences, à ses réseaux, et aux chantiers qu'il doit désormais mettre en œuvre. Il présente un homme « pragmatique », doté d'un « carnet d'adresses étoffé », qui a « travaillé dans l'ombre d'Étienne Tshisekedi (chef de l'UDPS) en tant que conseiller spécial », et qui serait « l'un des rares hommes politiques congolais consultés, directement ou indirectement, dans la conception des récentes résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur la RDC ». Quant à la transition politique et l'organisation d'élections, Samy Badibanga est celui qui a employé le premier le terme de « glissement », pour désigner le non-respect du calendrier électoral en vue de la présidentielle initialement prévue à l'automne 2016, nous apprend La Prospérité. « Plusieurs fois dans [nos] colonnes, il a déclaré qu'une transition était nécessaire pour organiser de bonnes élections », ajoute le titre de Kinshasa. Dans un tweet daté du 21 octobre dernier, et aujourd'hui supprimé de son compte, Samy Badibanga affirmait d'ailleurs : « Les Congolais doivent choisir leurs dirigeants lors d'élections libres et inclusives. »

Badibanga pour renforcer l'équilibre régional dans les institutions

Le choix de Badibanga, originaire du Kasai, dans le centre du pays, procéderait aussi d'un souci d'équilibre au sein des institutions, avance Œil d'Afrique. « L'Assemblée nationale et le Sénat ont à leur tête des originaires de l'ouest du pays. La Cour constitutionnelle, la Ceni et la présidence sont entre les mains de l'est du Congo. Badibanga permet au président Kabila d'équilibrer les institutions », explique un ex-ministre du gouvernement Matata au site d'info dédié à l'actualité africaine.

Autre signal envoyé par cette nomination, selon Œil d'Afrique, l'« apaisement au sein du clivage partisan ». À cet égard, Samy Badibanga fait figure de « contrepoids » à Étienne Tshisekedi et se montre plus ouvert à d'« éventuels compromis politiques ». « Badibanga fait partie de ces députés qui avaient accepté de siéger en 2011 à l'Assemblée nationale au nom du respect des votes des citoyens, alors que le président de l'UDPS, Étienne Tshisekedi, interdisait à tous les élus sous l'étiquette de son parti de siéger au Parlement », peut-on lire sous la plume de Roger Musandji. Kamerhe doublé sur le fil : et si Kabila s'était vengé ?

Si les arguments objectifs en faveur du choix de Badibanga ne manquent pas, 7 sur 7 souligne le

coup politique réalisé par le président Kabila. En douchant les espoirs de Vital Kamerhe de tenir les rênes du gouvernement, il règle ses comptes, nous dit en substance le site d'info congolais. Kamerhe, rappelle-t-il, a été un fervent opposant à toute révision de la Constitution susceptible d'ouvrir la voie à un troisième mandat du président Kabila. « Cela ne s'oublie pas en politique », écrit Alphonse Muderhwa. Et de citer ses autres « sorties de routes » aux yeux du pouvoir : « sa condamnation de l'entrée des troupes rwandaises sur le territoire congolais en 2009 » ou « sa campagne électorale incisive lors de la présidentielle en 2011 ». « Pour toutes ces raisons, Vital Kamerhe n'avait pas les faveurs de la majorité présidentielle. Sa fermeté sur le respect de la Constitution, son ambition présidentielle, son leadership et son passé politique lui ont coûté le poste de Premier ministre. »

« Kabila doit maintenant assumer son choix. Il devra se priver des talents de tribun de Kamerhe, utiles en ces temps. Kabila en dribblant Kamerhe, vient disputer à Gbagbo la qualité de boulanger », conclut-il, en référence au surnom de l'ancien président ivoirien, dont on disait qu'il excellait dans l'art de rouler ses adversaires dans la farine.

Diviser pour mieux régner

Le site guinéen Le Djely va plus loin dans l'analyse des intentions prêtées à Kabila : il s'agirait non pas de barrer la route à un élément contestataire – et présidentiable –, mais de « diviser l'opposition ». La nomination de Samy Badibanga au poste de Premier ministre est « un choix vicieux fondamentalement guidé par deux objectifs : donner l'impression d'une véritable ouverture et saper les manœuvres de l'opposition », écrit le responsable éditorial du Djely Boubacar Sanso Barry. « Vu les circonstances, Joseph Kabila ne pouvait certainement espérer un meilleur profil que celui du député Samy Badibanga. Exclu de l'UDPS pour avoir désobéi aux consignes de boycott des institutions congolaises issues de l'élection frauduleuse de 2011, il incarne l'opposition sans véritablement en faire partie », estime-t-il. Selon lui, ce choix, qui va permettre d'entretenir « une illusion d'ouverture politique » de la part du président Kabila, peut dans le même temps s'avérer coûteux pour l'UPDS. « À la tête du futur gouvernement dans un pays où les politiques ne savent pas toujours dire non au pouvoir et aux privilèges auxquels il donne accès, il saura retourner plus d'un opposant. Originaire comme Tshisekedi de la région du Kasai (acquise à l'opposition, NDLR), le nouveau Premier ministre pourrait même servir d'antidote contre la puissante capacité de mobilisation de l'UDPS. Surtout que les moyens financiers et médiatiques de l'État pourraient être mis à sa disposition à cette fin. L'opposition congolaise qui n'avait visiblement pas vu venir ce choix n'est donc pas au bout de ses peines. » « Pour venir à bout de Joseph Kabila, elle devra mieux s'outiller et se montrer plus imaginative. Car, en face, elle a un adversaire dont la détermination à l'emporter n'est plus à démontrer », poursuit le journaliste du Djely.

Malgré la nomination de Badibanga, l'UDPS garde le cap

Pour l'UPDS, cependant, la nomination de Samy Badibanga « est un non-événement ». « Cela fait longtemps que Samy Badibanga ne fait plus partie de l'UDPS », a déclaré un représentant de ce parti d'opposition à l'AFP. « Par cette nomination fantaisiste, Kabila ne fait que distraire l'opinion. Il ne retarde ni n'empêche son départ, à l'échéance du 19 décembre », a réagi de son côté sur Twitter Félix Tshisekedi, un des fils d'Étienne Tshisekedi.

Peu après le discours à la nation de Joseph Kabila, ce mardi 15 novembre, l'autre figure de l'opposition radicale, Moïse Katumbi, lui aussi membre du Rassemblement, avait appelé de son côté à la poursuite du dialogue sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco).

Peu après la nomination du nouveau Premier ministre, cette instance religieuse a réagi à son tour. « Une solution doit être trouvée entre Joseph Kabila, Étienne Tshisekedi et Moïse Katumbi. Tel est le credo de nonces apostoliques au cours d'une conférence de presse ce jeudi 17 novembre 2016 à Kinshasa. Pour les délégués du pape François, la déstabilisation politique et sociale de la RDC

serait catastrophique pour l'Afrique centrale. C'est pour cette raison, expliquent-ils, que les évêques poursuivent les consultations en faveur de la paix », rapporte le site ActualitéCD.
« Tout le monde retient son souffle »

Enfin, pour le quotidien burkinabé Le Pays, la nomination de Samy Badibanga au poste de Premier ministre sonne comme « un acte de provocation ». « Kabila compte aller jusqu'au bout de sa logique. Il n'entend pas quitter le Palais de marbre de Kinshasa le soir du 19 décembre prochain, qui marque la fin officielle de son deuxième et dernier mandat constitutionnel. Ce faisant, il donne l'impression de couper l'herbe sous les pieds de l'Église catholique qui, en vue d'une solution durable à la crise, était en train de mener des consultations avec l'ensemble de la classe politique. Surtout que les leaders du Rassemblement appellent, eux, à la mise en place d'un « régime spécial » à l'issue du mandat de Kabila fils ».

« Va-t-il pleuvoir du feu sur Kinshasa ? Tout le monde retient son souffle, surtout quand on se rappelle encore les violences des 19 et 20 septembre derniers », écrit-il. Ces violences dans la capitale Kinshasa, en marge d'une manifestation du Rassemblement appelant au départ du président Kabila le 20 décembre, s'étaient soldées par la mort de 53 personnes, selon l'ONU, pour qui les forces de l'ordre avaient fait un usage disproportionné de la force.

UGANDA :

President Kenyatta in Uganda for annual diplomatic forum
20/11/2016/capitalfm.co.ke

By PSCU, KAMPALA, Uganda, Nov 20 – President Uhuru Kenyatta arrived in Kampala, Uganda Saturday afternoon for a diplomat's forum where he was later scheduled to deliver a keynote address.

The plane carrying the President and his delegation touched down at Entebbe International Airport shortly after 5pm and was received by senior Ugandan officials and Kenya's High Commissioner to Uganda Geoffrey Okanga.

The forum provides an opportunity to the diplomatic community to engage with the business community and the wider society and to appreciate their support towards diplomatic work during the year.

While In Entebbe, President Kenyatta held talks with the host Uganda's President Yoweri Kaguta Museveni at Entebbe State House centred on regional security, integration, economic and bilateral cooperation between the two countries.

Kenya and Uganda enjoy fraternal relations anchored on high-level contacts and removal of hurdles that hold back trade and free movement of goods and people across the common border.

The talks were attended by Foreign Affairs Minister from the two countries.

SOUTH AFRICA :

Zuma's cries for support

2016-11-20/news24.com

President Jacob Zuma is waging a desperate battle for his political survival and has gone all out in a war against his perceived enemies inside and outside the ANC.

With the tide turning against him in the party, Zuma has resorted to tried-and-tested tactics that have ensured his staying power: playing the victim and appealing directly to the grass roots ANC membership.

In the past few days, the president has gone on the offensive.

In a series of rallies on his home turf of KwaZulu-Natal, and in sympathetic Mpumalanga, Zuma has fired salvos at his own comrades, party veterans, opposition parties, white business and Western powers, all of whom he accused of being in a conspiracy to bring down the ANC.

The rallies – dubbed cadre forums – have been organised by his most loyal supporters in partisan provinces to mobilise the defence of his embattled presidency.

More such forums, which are meant for the political education of branch members, are expected in the coming weeks.

This weekend's rallies come on the eve of what is expected to be a hostile meeting tomorrow between the ANC's national working committee and a delegation from the so-called 101 veterans, who have called for Zuma's resignation and the convening of a consultative conference to fix the ANC.

A shaky Zuma will then go into next weekend's national executive committee meeting uncertain of the mood in the ANC body which has traditionally shielded him.

In the rallies Zuma has:

- Compared the attacks on him and the ANC to the crucifixion of Jesus Christ
- Said he is not "crazy"
- Accused close colleagues and comrades – without naming them – of painting him as a thief while they themselves are stealing
- Warned those whom he is accusing that they "know who they are" – a thinly veiled admonishment to his foes
- Labelled his detractors within the ANC as "witches"
- Alluded to Western powers having a hand in the ANC's woes, claiming they want to destroy the Brics bloc – referring to the five emerging economies of Brazil, Russia, India, China and South Africa (Brics) – and that they see South Africa as an easy target in this quest.

Speaking at a rally in Acornhoek in Mpumalanga yesterday, Zuma urged ANC members to defend their party – and, by extension, him – against its enemies, such as the Western powers and white capital, which he accused of using people as pawns to further their agendas.

“Our enemies buy certain people to be used as zombies ... Let us stand with the ANC and build a strong alliance. They do not want the ANC because it is doing good for the country. Even Jesus Christ was crucified because he came here to save us,” he said.

The party’s KwaZulu-Natal chairperson, Sihle Zikalala, and his Mpumalanga counterpart, David Mabuza, used their respective platforms to vow that Zuma was going nowhere.

In his address to ANC cadres at a packed Pietermaritzburg City Hall on Friday, Zuma also linked the calls for his removal to South Africa’s membership of Brics, which is establishing its own international bank, the New Development Bank.

“We did not even go to that bank called the International Monetary Fund, and the World Bank, to ask for money. Most people do not like this because we cannot be told what to do,” he said.

In Acornhoek he blasted ANC veterans and cast aspersions on their motives for speaking out.

“Our enemies are paid big monies to kill the ANC. Some of them claim to have been members of the ANC for many years, but when they complain, they do not follow ANC procedures.”

Zuma added that, instead of following ANC procedures, they ran to the media.

“They don’t complain within ANC structures, but they speak to the media. Where is ANC discipline? They claim to have ANC values, but they don’t talk to the ANC.”

Zuma said that the ANC’s enemies complained about corruption, even though the party had established institutions to fight it. “Just because we are fighting corruption, they change the story and say the ANC is corrupt. We always take steps against corruption.”

The real reason he and the ANC were under pressure, he said, was that white business was scared about economic transformation. “They have the money ... In all countries of the world, the indigenous people are in charge of everything – politics, the economy and security.

“Even here, African countries with weak economies have Africans owning the economy, but in South Africa black people do not own the economy,” he said.

In Pietermaritzburg he made oblique reference to the reaction to his removal of former finance minister Nhlanhla Nene. Talking about “what happened last December”, he repeated his allegation that he was forced to drop his chosen replacement, Des van Rooyen, by forces who threatened to “burn the country”.

He insisted that he was of sound mind and was not afraid of his enemies.

“At least I know who [my enemies] are and what they are doing. I am not worried. If I was crazy, I would make the whole of South Africa crazy as well.”

Meanwhile, the delegation of ANC stalwarts calling for Zuma to go could find a hostile reception at a scheduled meeting with the ANC’s national working committee tomorrow.

In a batch of emails leaked to the media, concerns were expressed among the party’s former leaders that the working committee was a “factional” group which was unlikely to offer “a mature political discussion”.

The stalwarts want the party to hold a special consultative conference, at which the resignation of the current leadership can be discussed.

Veteran ANC participants, such as former finance minister Trevor Manuel and Khulu Mbatha, said they would rather press for a smaller meeting with the ANC's top six than go as a large group to face the 25-member working committee.

Mavuso Msimang, the former director-general of home affairs, said his understanding was always that the 101 stalwarts requested a meeting with the ANC leadership "to discuss or inform them about the content and timing of the planned consultative conference".

Msimang said he "would not be averse to our meeting the working committee delegation if the purpose of such a meeting is to recapitulate the objectives of the 101 elders and not subject them to renegotiation".

The concerned group's posture has been described by those backing Zuma as "disingenuous and dishonest".

"Going to meet the national working committee with a predetermined outcome and expectations – and even insulting the ANC structure as being a pro-Zuma group – is wrong and defeats the purpose of engaging genuinely," said a Zuma sympathiser.

The involvement of Mbatha, a known ally of former president Kgalema Motlanthe; Eureka Smith, the personal assistant of Tokyo Sexwale; and Mukoni Ratshitanga, the spokesperson for former president Thabo Mbeki, had also been questioned – because "they are not veterans".

"Mbeki, Motlanthe and Sexwale cannot be exonerated from having a covert hand and being the masters of the destruction of the ANC, because they are having proxies in the mail chain who are far from being called stalwarts of the ANC," said the loyalist.

Ratshitanga said yesterday he was included in the group to keep his elderly father, Rashaka Ratshitanga, informed of developments.

Zuma is also gradually losing the support of labour federation Cosatu, having already lost that of his party's other tripartite ally, the SA Communist Party.

The latest battle will be fought at Cosatu's central executive committee this week, during which affiliates will pressurise the federation to adopt a position for Zuma to resign.

The Communication Workers' Union and the National Health and Allied Workers' Union have already pronounced that Zuma should leave for the sake of the ANC.

City Press has learnt that leaders of affiliates have been unhappy about Cosatu president Sdumo Dlamini's attempts to frustrate this discussion.

TANZANIA :

KENYA :

ANGOLA :

AU/AFRICA :

UN/AFRICA :

US/AFRICA :

CANADA/AFRICA :

AUSTRALIA/AFRICA :

EU/AFRICA :

CHINA/AFRICA :

INDIA/AFRICA :

BRAZIL/AFRICA :

EN BREF, CE 20 Novembre 2016... AGNEWS/DAM, NY, 20/11/2016